



Simiane-Collongue

MAIRIE DE  
SIMIANE-COLLONGUE

Place le Sévigné  
13109 Simiane-Collongue  
Arrondissement d'Aix-en-Provence

n°9/dos

## ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE CIRCULATION AVENUE GENERAL DE GAULLE

N° : PM / 09 / 2025

Nous Philippe ARDHUIN, Maire de la Commune de SIMIANE-COLLONGUE,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; (livre 1 - huitième partie : signalisation temporaire)

**Vu** la demande présentée par la société S.A.T.R en date du 6 MARS 2025, souhaitant occupée temporairement l'avenue du general de gaulle afin de procéder à des travaux d'implantation de coussins lyonnais.

**Considérant** qu'en raison des travaux De création d'une plateforme, la société S.A.T.R prendra toutes les mesures utiles, pour assurer la sécurité publique et réglementer la circulation.

### ARRETE

**Article 1** : L'entreprise « S.A.T.R » est autorisée à occuper temporairement l'avenue du general de Gaulle, en agglomération, pour effectuer des travaux de pose de « coussins lyonnais, à compter du **19 mars 2025 et pour une durée de 10 jours.**

**Article 2** : Pendant la durée des travaux, la circulation se fera en alternat par des feux tricolores , l'entreprise ne doit en aucun cas interrompre la circulation et fermer la voie.

**Article 3** : L'accès des riverains sera maintenu, ainsi que le libre passage des véhicules sanitaires et de sécurité.

**Article 4** : L'entreprise veillera à ce que le cheminement des piétons et des cyclistes puisse être maintenu dans de bonnes conditions de sécurité.

**Article 5** : La pré-signalisation et la signalisation seront mises en place par l'entreprise « S.A.T.R ».

**Article 6** : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

**Article 7** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 8** : La Police Municipale pourra suspendre à tout moment le chantier si son déroulement engendre une perturbation trop importante de la circulation, si la signalisation mise en place n'est pas réglementaire ou si les règles de sécurité d'exploitation de la route ne sont pas respectées. Il pourra exiger de l'entreprise la remise en état immédiate de la chaussée pour la rendre à la libre circulation.

**Article 9** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 10** : Monsieur Le Maire, Madame La directrice générale des services, Madame la 1<sup>ere</sup> Adjointe de la sécurité environnementale, Monsieur L'Adjoint de la sécurité de la Prévention à la tranquillité publique, Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bouc-Bel-Air, Le responsable de la police municipale, Monsieur Le Responsable du Service Technique

Ampliation :

Monsieur le Directeur Départemental de la Direction des Routes

Fait à SIMIANE COLLONGUE, le 06 mars 2025

Publié le 14/03/2025

Le Maire  
Philippe ARDHUIN

